



11 mars 2020

## **Peu d'investissement dans le logement social malgré des surplus budgétaires**

*« Le gouvernement renforce l'aide au logement, en bonifiant le programme AccèsLogis Québec de 150 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. Ces sommes s'ajoutent aux 260 millions de dollars annoncés l'an dernier. »<sup>1</sup>*

Et pour une deuxième année consécutive, le gouvernement annonce des budgets pour des logements qui ne sont pas encore construits : *« Ces ressources supplémentaires permettront de construire des unités de logement annoncées antérieurement, mais qui n'ont pas été réalisées. »<sup>2</sup>.*

Voilà, en deux phrases, l'annonce effectuée hier sur l'habitation sociale par le ministre des Finances, M. Éric Girard, lors de la présentation du budget 2020 ([ici](#)).

Le gouvernement caquiste nous porte à croire que le secteur du logement social et communautaire n'a pas besoin d'être financé davantage que ce qu'il l'est déjà et qu'il n'investira pas dans le développement de nouvelles unités en sus de celles annoncées dans les dernières années.

Aujourd'hui au Québec, ce qui est préoccupant pour le logement social, c'est que le gouvernement engrange des surplus budgétaires depuis maintenant 5 ans et que les investissements en faveur du développement du logement social sont quasiment nuls depuis ce temps. Qu'advient-il dans un contexte de récession économique ?

---

<sup>1</sup> Extrait du discours de M. Éric Girard lors de la présentation du budget 2020 le 10 mars 2020.

<sup>2</sup> Ibid

De concert, et depuis maintenant quelques années, plusieurs organismes en habitation ont dénoncé les problématiques et identifié les besoins, notamment le ROHQ dans son dernier mémoire prébudgétaire.

Les 150 millions de dollars annoncés d'ici 2024-2025 en plus des 260 millions de dollars du budget précédent sont une bonne nouvelle en soi, mais ils ne serviront qu'à construire des projets déjà engagés et annoncés. Il aurait fallu que cette annonce soit complétée par un financement de nouvelles unités de logement. La recommandation du ROHQ formulée au gouvernement au cours de la dernière année sur la nécessité de construire « *un minimum de 5 000 unités par an durant les 5 prochaines années* » doit être envisagée. Reste à voir ce que nous apportera l'entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec dans le cadre des nouvelles conventions d'exploitation ainsi qu'en fonction de la Stratégie sur le logement, et ce, en respect des compétences du Québec.

Une des grandes annonces concernant ce budget 2020 concerne le *Plan québécois des infrastructures* (PQI) avec un investissement record de 130,5 milliards de dollars pour les dix prochaines années (2020-2030) en hausse de 15,1 milliards par rapport à l'an dernier. En 2020-2021, Québec dépensera 11,1 milliards dans ses infrastructures. Si les annonces ont principalement concerné les investissements dans le transport collectif, le réseau routier et la rénovation des établissements de la santé et de l'éducation, il faudra suivre attentivement les prochaines annonces budgétaires de la *Société d'habitation du Québec* (SHQ) concernant les travaux de remplacement, d'amélioration et de modernisation (budgets RAM) et les projets de travaux majeurs dans nos HLM.

Dans le secteur de la santé et des services sociaux, les augmentations budgétaires sont accueillies très favorablement, le ministère accapare maintenant la part la plus importante du budget avec 48 milliards de dollars. Les annonces importantes faites dans les priorités phares sont un signe fort du gouvernement de soutenir adéquatement les populations vulnérables (aînés, protection de la jeunesse, victimes d'agressions sexuelles, de violence conjugale, appui aux peuples autochtones). Il y a encore peu de détails sur la manière dont seront attribuées toutes les sommes, mais dans le contexte de mise à jour du *Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social*, souhaitons que la bonification de ce financement ne soit pas oubliée.

L'équipe du ROHQ

